

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Démarrage de l'Union des Syndicalistes

Suez : la fin de l'exportation des capitaux

par J. PÉRA

A propos d'Edouard Vaillant

par A. ROSMER

La politique russe envers l'Espagne

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR
Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 410 - Octobre 1956

Suez : la fin de l'exportation des capitaux
Après 24 jours de grève de la faim, Gares-
tier est en liberté provisoire.

Table rase
Dans la région parisienne, démarrage de
l'Union des syndicalistes.

Le congrès du syndicat national des insti-
tuteurs

Einstein et le pacifisme relatif

La politique russe envers l'Espagne ..
A propos d'Edouard Vaillant ..
Propos d'un syndicaliste têtue ..
Qui paye ?

Notes d'économie et de politique

La révolution permanente. — Une interna-
tionalisation qui équivaldrait à une spo-
liation. — Quelques nouvelles importan-
tes. — Algérie : Chronique de la pacifi-
cation (avec deux cartes). — L'énergie
est une synthèse

Fraternité d'armes !

Parmi nos lettres

Lettre de Domange et réponse de R. Louzon.
— Lettre de Fontaine et réponse de R.
Hagnauer.

Dans l'Internationale

Tendances électorales et phénomènes so-
ciaux

J. PERA

L. MERCIER

B. BARLET
J. GENEVRIER

Hem DAY et
R. HAGNAUER
L. MERCIER
A. ROSMER
R. HAGNAUER
Gabriel THARREAU

R. LOUZON

Helmut RUDIGER

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 27 AOUT. — Entrevue à Pralognan (Savoie)
de Nenni, chef du parti socialiste italien et Sa-
ragat, chef du parti socialiste démocratique.

LUNDI 3 SEPTEMBRE. — Le Comité du canal de
Suez est reçu au Caire par le colonel Nasser.
Procès à Brazzaville des émeutes du 2 janvier.
Les accusés sont acquittés.

Congrès de la Fédération des Mineurs **C.F.T.C.**
Réception à Prague de Tanguy-Prigent, ministre
des Anciens Combattants.

MERCREDI 5. — Le congrès des **Trade-Unions** à
Brighton rejette à l'unanimité le blocage des
salaires.

Accord entre l'**U.R.S.S.** et l'**Egypte** pour la
fourniture de 200.000 tonnes de blé russe payées
par du coton et du riz.

Nouveaux attentats dans la banlieue d'Alger et
en Kabylie.

VENDREDI 7. — Débarquement d'aviateurs et de pa-
rachutistes français à Chypre.
Par 6.055.000 voix contre 1.922.000 le congrès
des **Trade-Unions** se prononce contre l'unité avec
la F.S.M.

SAMEDI 8. — Le congrès des **Trade-Unions** se pro-
nonce pour la semaine de 40 heures.

DIMANCHE 9. — Brusque flambée de terrorisme dans
les principales villes d'Algérie : 14 morts dont
8 Européens.

Le comité fédéral des **Métaux C.G.T.** demande
une augmentation du salaire minimum interpro-
fessionnel.

MARDI 11. — 6 soldats israéliens tués dans une ren-
contre avec les Jordaniens.

La commission exécutive de l'**Union des syn-
dicats parisiens F.O.** réclame une augmentation
générale des salaires.

Au Maroc trois Français sont inculpés pour la
rédaction de « tracts berbères » incitant à la
révolte.

MERCREDI 12. — On annonce officiellement la con-
stitution d'une association des usagers du canal.
Expulsion du Maroc de 60 Français du groupe
« Présence française ».

Le Président du Conseil reçoit les délégations
de **F.O.**, de la **C.F.T.C.** et de la **C.G.T.**

JEUDI 13. — Grève dans les mines de Bruay.

VENDREDI 14. — Grève des Français au Maroc.
A Pékin, 8^e congrès du parti communiste chi-
nois.

DIMANCHE 16. — Elections en Suède : légers progrès
des conservateurs et des communistes ; les so-
cialistes et les agrariens se maintiennent.
Violents engagements en Grande Kabylie et
dans la région de Mostaganem : 200 rebelles
tués. Série d'attentats à Alger.

MARDI 18. — Grève à Paris des détaillants en fruits
et légumes.

MERCREDI 19. — Ouverture de la conférence de
Londres des usagers du canal de Suez.
En Bulgarie, réhabilitation de Kostov.
Arrestation de 60 communistes dans le départe-
ment d'Oran.

JEUDI 20. — Ouverture à Tunis du 6^e congrès de
l'**U.G.T.T.**

Grève des boulangers à Paris.

VENDREDI 21. — Fin de la grève des boulangers de
la Seine.

SAMEDI 22. — Au sud de Palestro une section est
décimée dans une embuscade.
Avènement de la République du Togo.

LUNDI 24. — Les gouvernements de Paris et de
Londres portent l'affaire de Suez devant le Con-
seil de Sécurité de l'O.N.U.

MARDI 25. — Appel à Oujda du sultan du Maroc
pour une solution de l'affaire algérienne.
Nouveaux attentats à Alger.

MERCREDI 26. — Une attaque de représailles israé-
lienne au long de la frontière à Houssam fait
50 morts jordaniens.

JEUDI 27. — Voyage de Tito en **U.R.S.S.**
Ouverture à Poznan des procès des « émeu-
tiers ».

VENDREDI 28. — Le gouvernement de l'Allemagne
fédérale renonce au service de 18 mois.

SAMEDI 29. — Voyage à Bonn de Guy Mollet et de
Christian Pineau.
Le Président du Nicaragua meurt, victime d'un
attentat.

513 rapatriés d'**U.R.S.S.** arrivent en Espagne.
DIMANCHE 30. — Quatre bombes à retardement
déposées en plein centre d'Alger.

SUEZ, ou la fin de l'exportation des capitaux

Il a été dit bien des bêtises depuis la nationalisation du canal de Suez.

On en a dit à droite et à gauche, et dans le marais.

Sottises de droite

N'insistons pas sur les sottises de droite. Elles sont tellement idiotes !

Hurluberlue était l'idée d'une expédition militaire. Les possibilités matérielles n'existaient pas, du moins sur le moment. Les conditions morales non plus. Alors le lion britannique a fait un grognement ; le coq gaulois a poussé un cocorico, comme Sarraut en mars 36. Et rien n'est allé au delà, ce qui vaut beaucoup mieux.

Cependant, en même temps qu'ils menaçaient de guerre, les Anglo-Français négligeaient d'envisager la seule arme qui eût pu être efficace, arme strictement commerciale : le retrait de clientèle.

Les économistes, qui sont parfois gens minutieux, distinguent le monopole et la monopsonie. Exclusivité de vente d'une part, privilège exclusif d'achat d'autre part.

Or, à Suez, les Anglo-Français se trouvaient réunir les deux privilèges. Ils étaient seuls à vendre des droits de passage et, sinon seuls du moins très largement majoritaires, à en acheter.

Ainsi, les opérations de vente se trouvant empêchées par le propriétaire du sol de la boutique, la réponse à faire était non pas le fracas des canons, mais la cessation des achats.

La chose était faisable, et même facile, à condition que l'Europe consente à un rétablissement des « restrictions » sur l'essence pendant environ dix-huit mois, le temps de construire le supplément de navires nécessaires à assurer la rotation par le Cap.

Au lieu de cela, les dirigeants du canal ont imaginé de... retirer leurs pilotes.

Qu'est-ce qu'un pilote, à Suez comme dans n'importe quel autre passage ? C'est un marin que les autorités qui contrôlent le passage tiennent informé des obstacles à la navigation qui, à tout moment peuvent survenir dans le passage, débuts de travaux, balises nouvelles, épaves récentes, etc. : tous obstacles que le capitaine qui vient de la mer, et qui ne dispose que de ses cartes, n'a aucun moyen de connaître.

Le marin chargé des fonctions de pilote est donc très facilement remplaçable par un autre marin.

Il fallait un étonnant infantilisme conceptuel pour penser que, sur ce point, les choses allaient à Suez autrement que partout ailleurs.

Ainsi, alors qu'il fallait laisser les pilotes et cesser d'envoyer des bateaux, on a continué d'envoyer des bateaux, en retirant les pilotes.

Beau travail !

Et succès à la mesure de la qualité du travail.

L'Égypte n'est pas le Mogreb

Laissons de côté la dernière sottise de droite, celle qui est chère à M. Robert Lacoste, celle selon laquelle les affaires d'Algérie et de Suez sont

liées — en sorte que, si Suez n'est pas dénationalisé, il sera tout naturel que les 500.000 soldats de M. Lacoste ne viennent pas à bout de 10.000 insurgés algériens.

Cette absurdité ne mériterait même pas d'être signalée s'il n'y avait, dans les milieux de gauche, eux aussi, une certaine tendance à lier les affaires d'Égypte et celles d'Afrique du Nord, plus précisément si d'assez nombreuses personnes n'avaient tendance à juger de l'Égypte par ce qu'elles peuvent savoir de l'Afrique du Nord française. Tout est simple, avec cette optique, dans le rapport Égypte-Occident : l'Égypte lutte contre l'impérialisme britannique de la même façon que le Maroc, par exemple, a lutté contre le colonialisme français depuis le début du XX^e siècle jusqu'à nos jours.

Quand on pense ainsi, on est victime du fait que les mêmes mots sont parfois appliqués à des réalités très différentes. Il est bien vrai que l'Angleterre a eu un « protectorat » sur l'Égypte, comme la France en a eu sur la Tunisie et le Maroc. Mais sous le mot de « protectorat », les Français ont fait de l'administration directe, en sorte que Tunisiens et Marocains étaient comme des étrangers dans leurs propres pays. Les Anglais n'ont rien fait de semblable en Égypte. Ils n'ont fait que de l'administration très indirecte, et cela pendant une courte période seulement. Je suis allé plusieurs fois en Égypte. Dès avant la renonciation formelle de l'Angleterre à toute ingérence administrative — renonciation qui date de vingt ans — on ne voyait pratiquement pas de fonctionnaires britanniques. (Alors qu'il suffisait d'arriver à la douane de Tunis pour se croire... en Corse).

On me dira : Pourtant, depuis l'époque du Wafd, les dirigeants égyptiens n'ont pas cessé de dénoncer l'impérialisme anglais !

...Cela confirme, simplement, que les hommes politiques ont souvent besoin de *mauvais génies*. Quand les affaires que l'on mène ne vont pas très bien, il est agréable de pouvoir dire « C'est la faute d'un autre ».

En somme, au sortir d'une longue domination turque, la nation égyptienne n'a que peu connu l'impérialisme européen. Elle a eu, à ce point de vue, beaucoup plus de chance que les nations arabes de l'Ouest.

« Droit du sol »

« Le canal est en territoire égyptien. Donc l'État égyptien a le droit de le prendre ». Ainsi raisonnent — ou évitent de raisonner — beaucoup de braves gens. C'est pousser la conception du *ius soli*, du droit du sol, plus loin que ne le font les juristes, même les plus nationalistes et réactionnaires.

Et le fait de base est lui-même discutable. Le canal ne fait partie de l'Égypte que par une fiction géographique. Qu'est-ce que l'Égypte ? C'est la vallée du Nil. Les déserts qui entourent cette oasis, à qui sont-ils ? On pourrait discuter ce point indéfiniment. En tout cas dans les sables où fut creusé le canal, il n'y avait, avant le

canal, ni plante ni animal, ni être humain. Les petites villes de Port-Saïd, Ismaïlia, Port-Tweïk qui ornent aujourd'hui la rive d'Afrique n'existaient nullement. Elles sont filles du canal. La rive d'Afrique était à l'image de ce qu'est restée la rive d'Asie : le désert total.

« Universelle »... et égyptienne

Un autre point mérite examen.

C'est celui du caractère égyptien de la Compagnie « Universelle » du canal.

Comment la chose est-elle possible ? Comment peut-on être en même temps international et national ?

Il faut partir d'un fait de base. Il y a cent ans, les gens, partout dans le monde, étaient beaucoup moins nationalistes qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Les ouvriers, français et anglais, fondaient à cette époque une association internationale des travailleurs, association « internationale » pas seulement en ce sens qu'elle était ouverte aux travailleurs de toutes les nations, mais aussi en ce que chacun des adhérents reniait dans une large mesure sa propre nationalité. Par exemple, la section française tint à ce que les cartes d'adhérent fussent rédigées en anglais, afin de bien marquer, pour la police de l'Etat française, le caractère non français de l'association. En ce temps lointain une police nationale était plus impuissante contre des étrangers que contre des nationaux).

Parallèlement, dans le mouvement socialiste, les saint-simoniens rêvaient de grandes entreprises présentant le même caractère : entreprises internationales pas seulement en ce sens qu'elles étaient d'envergure mondiale, mais en ce qu'elles étaient a-nationales. Le « Père » Enfantin, qui était ingénieur en même temps que directeur de phalanstère, étudia le percement de l'isthme de Suez. Il vivait encore quand de Lesseps reprit le projet. Je ne dirai pas si Lesseps reprit en ses détails techniques le projet Enfantin. (Je n'en sais rien). Mais il le reprit largement dans son esprit. L'entreprise devait être « universelle ». « Ouvrir les mers aux peuples », *Aperire maria gentibus*, la devise figurait encore sur la statue du réalisateur, il y a quelques années, avant que le nationalisme égyptien ne la déboulonne.

Cependant s'il est très beau de vouloir être en dehors des Etats nationaux, nous vivons dans un monde composé d'Etats nationaux. Un moment peut venir où l'on se trouve obligé de faire choix d'une nationalité. Que faire dans ce cas ? C'est à peu près la même question que celle qui se pose aux gens qui ne veulent pas de religion, mais qui vivent dans un pays où l'on est obligé de faire déclaration d'appartenance à une religion ? Que font ces gens-là ? Ils font choix d'une religion à peu près fictive : quelque secte très lointaine n'ayant aucune influence dans le pays où ils vivent.

Ainsi Lesseps choisit, pour sa compagnie, la nationalité... égyptienne. Ça paraissait de tout repos ! Il n'y avait pas d'Egypte. L'Egypte était une province turque. Et la domination turque, mal définie, était plutôt irréaliste de fait. Le but principal était atteint. La Compagnie ne relèverait d'aucun des Etats nationaux véritables. Elle ne serait ni française ni anglaise.

En choisissant une nationalité à peu près fictive, Lesseps s'est conduit comme ces armateurs qui, de nos jours, pour éviter certains ennuis, font naviguer leurs flottes sous des pavillons de complaisance : panaméen ou libérien.

La manœuvre était habile.

Mais, bien entendu, le succès ne pouvait être que temporaire.

L'antinationalisme des dirigeants de la Compagnie ne pouvait pas ne pas aller diminuant, alors que les nationalismes allaient croissant, partout dans le monde et dans toutes les classes de la société.

Lorsque les Anglais débarquent des troupes en Egypte (années 80 ; il y a déjà plusieurs années que l'Association Internationale des Travailleurs est morte !) l'« universalisme » des dirigeants de la Compagnie est devenu peu de chose. Ils ne font pas obstacle au passage, de fait, du canal sous contrôle britannique.

Ledit contrôle britannique durera une cinquantaine d'années, pour se transformer, environ 1930, en un contrôle mixte : égyptien et anglais.

Chacune de ces phases devait comporter une entorse éclatante à la règle de l'universalité. La plus récente de celles-ci est dans toutes les mémoires : c'est l'exclusive contre les navires israéliens. Quant à la première, on l'a généralement oubliée. Elle remonte à la guerre russo-japonaise. L'Angleterre, dont l'impérialisme se heurtait à celui du tsar, ne permit pas à l'escadre russe de passer par le canal. Les bateaux russes durent contourner l'Afrique. Ce qui retarda de plusieurs semaines l'heure où ils devaient se faire couler, dans le détroit de Corée.

Fin de l'exportation des capitaux

Après les sottises de droite et celles de gauches, il y en a encore une qu'on entend un peu partout : la politique des gouvernements français et anglais serait dictée principalement par le souci de défendre les capitalistes actionnaires du canal, menacés d'expropriation.

Or il n'est pas exact qu'il y ait menace d'expropriation, pour la bonne raison que l'expropriation de fait, il y a longtemps qu'elle a eu lieu. Avant la dernière guerre, avec une action de Suez on pouvait acheter une automobile de moyenne puissance. Quand est survenue la nationalisation de Nasser, c'est à peine la moitié d'un scooter qu'on achetait avec le même papier.

En vérité, les gouvernements qui ont eu velléité de réagir au décret de Nasser ne défendent rien de ce qu'ils disent défendre.

Ils ne défendent ni la courtoisie contre une vilaine manière, ni des capitalistes déjà expropriés, ni une « garantie internationale » dont ils ne se soucient nullement en d'autres points du monde, par exemple à Panama. Qu'est-ce donc qui a fait réagir ces gouvernements, appuyés, surtout au début, par une notable fraction de leurs gouvernés ? C'est le sentiment que le geste de Nasser marque la fin de l'exportation des capitaux.

L'exportation des capitaux, phénomène qui a eu son temps d'élection au XIX^e siècle, a été un facteur primordial de progrès dans le monde. Marx a bien raison de dire qu'elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte ! Elle a même réalisé le phénomène qui la rend aujourd'hui impossible : la naissance des nations d'outre-mer, avec leurs nationalismes.

Bien sûr, ce n'est pas d'aujourd'hui que les exportateurs de capitaux ont lieu d'être inquiets. Il y a eu plus d'un coup de sonnette d'alarme. Il y a eu la russification des entreprises françaises en Russie, et tout le bolchevisme, qui est un immense nationalisme. Il y a eu la nationalisation des pétroles mexicains. Il y a eu la Chine.

Aucun des événements que je viens de dire ne paraît avoir suscité dans les vieux pays exportateurs de capitaux autant d'émotion que la nationalisation de Nasser. Pourquoi cela ? Parce que Suez était comme un test. C'était de toutes les entreprises outre-mer la plus capitaliste, au bon

sens du mot, la plus apolitique, la plus « économiste ».

Suez tombant, c'en est fini d'une tendance qui a pu autoriser de grands espoirs. La liberté d'entreprise à envergure internationale est morte. Nous sommes entrés dans le règne des nationalismes. Un nouveau moyen âge commence.

Moyen âge

Ce qui caractérise le moyen âge, c'est la différence avec ce qui l'a précédé. Il y avait unité ; il y a multiplicité. Il y avait empire ; il n'y a plus que souverainetés locales.

Le XIX^e siècle avait été caractérisé par des tentatives d'organisation du monde (dont la principale fut l'empire britannique). L'affaire de Suez marque l'échec de ces tentatives. Notre temps n'est plus celui de l'organisation. C'est celui de la multiplicité des souverainetés.

Il y a cependant une différence importante entre le moyen âge passé et celui dans lequel nous entrons.

Le moyen âge n° 1 a duré très longtemps. Celui dans lequel nous entrons, il y a tout lieu de penser qu'il durera peu.

Le moyen âge n° 1, en effet, présente une structure politique en très bonne concordance avec les moyens de production de l'époque. Au contraire notre nouveau moyen âge présente une structure politique en discordance flagrante avec les possibilités productives.

Il est à peine besoin d'insister.

Au temps où les transmissions les plus rapides se faisaient à cheval, c'était presque une gageure politique de vouloir gouverner de Rome un monde allant de l'Ecosse à l'Atlas et de l'Euphrate à l'Atlantique. Lorsque cette extraordinaire unité s'écroula, le monde se divisa tout naturellement en une multitude de petites unités politiques, correspondant chacune à une unité de production, laquelle était nécessairement très petite étant donné les possibilités du temps : cela correspondait à l'étendue de terre dont un homme pouvait efficacement diriger le travail et la défense. Ce fut une floraison de souverainetés minuscules. « Nulle terre sans seigneur » ! Ce fut la féodalité, régime en si bonne concordance avec les possibilités techniques qu'il a duré mille ans. (En sorte que, au lieu de dire moyen âge, il serait plus juste de dire *âge normal*. Le temps en question n'est pas un intermède regrettable entre deux périodes de civilisation qui constitueraient la normale. Ce sont l'empire romain et la récente civilisation contemporaine qui sont des temps exceptionnels. ...Avis aux gens qui disent qu'un pays comme la France ne sombrera jamais dans le totalitarisme et tiennent pour *garanties* la petite liberté de penser et les quelques autres frères valeurs républicaines que nous nous efforçons de cultiver !)

Pour ce qui est du nouveau moyen âge, pour la floraison de nationalismes qui constitue le monde actuel, il n'est pas besoin de souligner qu'elle est en discordance totale avec les possibilités productives. Alors qu'existent, pour la première fois, les possibilités de l'international, ou de l'Etat mondial, les nationalismes se multiplient. Il y a là une « contradiction interne » majeure.

Vers l'empire

Les gens qui ont lu la brochure de Lénine intitulée « *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme* » n'ont pu manquer d'être frappés du fait que l'auteur appelle du même nom deux choses fort différentes. Il appelle « impérialisme » la

simple exportation des capitaux, même si elle est tout à fait apolitique. Il appelle aussi « impérialisme » la politique qui a pour but de faciliter et de protéger l'exportation des capitaux (1).

Cette absence de discrimination est intéressante. Elle prouve qu'il y a un demi-siècle, au temps où Lénine écrivait, les deux tendances existaient dans le monde, à peu près à égalité.

Ce temps est bien passé.

Durant ces cinquante années, l'« impérialisme » selon la seconde définition (qui est évidemment la meilleure) n'a cessé de marquer des points aux dépens de l'exportation libérale des capitaux.

La confiscation du canal de Suez met le point final à la concurrence des deux tendances.

Il n'y aura plus exportation de capitaux qu'avec accompagnement de mesures politiques et militaires.

Nous allons à l'empire.

Le premier moyen âge a suivi l'empire.

Le nouveau moyen âge le précède.

J. PERA.

(1) Suez est une bonne illustration de la première tendance. Un excellent exemple de l'autre est fourni par le canal de Panama. Lorsque les Américains ont décidé de construire ce canal, non seulement ils sont intervenus dans la politique des Etats de l'Amérique centrale, voire dans l'existence même de ces Etats, mais ils ont annexé purement et simplement le ruban de terrain où devait passer le canal, la devise de l'entreprise étant : « *Un canal américain, sur un sol américain, avec de l'argent américain.* »

Après 24 jours de grève de la faim Garestier est en liberté provisoire

Décidément, quand les hommes de gauche au pouvoir se mêlent de faire une politique de droite — ce qui devient une tradition — il leur arrive de pousser le zèle assez loin pour nous faire regretter les gouvernements les plus réactionnaires.

Ce qui suit en témoigne une nouvelle fois.

Yves Garestier, correcteur de son état et militant pacifiste libertaire, était arrêté le 13 juillet dernier, alors qu'il distribuait des tracts contre la guerre d'Algérie et envoyé à Fresnes où il se morfondait depuis au régime de droit commun.

Subissant des brimades aussi humiliantes que ridicules — y compris plusieurs descentes au « mitard » — il en eut un jour assez et entreprit de faire la grève de la faim, seul recours après maintes réclamations, qui lui restait pour obtenir les égards que lui conférait sa qualité de prévenu politique.

Alertés, ses camarades du syndicat des correcteurs multipliaient les démarches pour son admission au régime politique et abrégé ainsi le sacrifice qu'il s'était imposé.

Or, c'est seulement au 24^e jour de sa grève alimentaire, courageusement poursuivie en dépit de toutes les pressions, qu'une décision intervint pour se débarrasser de cet irréductible. La mise en liberté provisoire qui vient de lui être accordée évite aux « gérants loyaux » le rétablissement du régime politique qui aurait pu être revendiqué par d'autres et qui fut appliqué sous les gouvernements Poincaré, Tardieu et autres Laval.

Signalons en passant l'attitude de « l'Humanité », seule de toute la presse à faire le silence sur le cas Garestier, ignorant systématiquement sa lutte, malgré les communiqués successifs.

Quoi qu'il en soit, en attendant les suites de son inculpation, Garestier tient, par notre entremise, à remercier tous ceux qui, par leurs démarches ou leurs interventions ont appuyé son effort pour le respect du régime politique.

Table rase

Maintenant que le congrès poststalinien du parti communiste s'est tenu et que chacun a pu constater que rien n'est changé, il est plus facile d'examiner pourquoi tant de militants ont pu imaginer et espérer qu'au Havre des voix s'élèveraient pour faire entendre des critiques ou des protestations. Périodiquement, la croyance au miracle se manifeste chez ceux que désespère l'absence d'un mouvement révolutionnaire. Cela remonte à fort loin : aux premières oppositions qui se manifestèrent au sein du parti communiste, quand l'espoir était placé dans la lutte pour le redressement, ici ou en U.R.S.S. ; puis dans les luttes de fractions en Union Soviétique même ; on compta sur les inévitables transformations que les suites de la guerre allaient entraîner en Russie ; puis dans le schisme tchiste ; et enfin on mita sur les conséquences de la mort de Staline. Le miracle ne s'est jamais produit, mais des milliers de militants ont vécu de son attente. Ils continuent à vivre et à penser en fonction du parti et de l'U.R.S.S., et comme ils n'avaient trouvé ni communauté nouvelle ni méthode d'action originale, leur survie était à base de souvenirs, de nostalgie, de solidarité d'époque ou de génération. Pendant ce temps, les événements, les évolutions ou révolutions sociétales allaient leur chemin, sans eux.

Nous venons d'assister à une nouvelle et peut-être dernière manifestation de l'esprit tourné vers le passé, ce passé fût-il récent. Sans doute ne peut-on la juger objectivement qu'en abandonnant, avec un vocabulaire périmé, certaines conceptions vieilles, et plus spécialement les illusions tenaces sur la nature de classe du régime soviétique lui-même. Continuer à classer les communistes — avec de subtiles distinctions : entre la base et la direction — parmi les secteurs du mouvement ouvrier, ou conserver une quelconque sympathie en raison de la nature socialiste — avec réserves et nuances — de la société russe actuelle, c'est entretenir une équivoque terrible et maintenir en vie toutes les conditions pour qu'avortent les tentatives de renaissance d'une pensée et d'une action socialistes.

**

Il ne peut y avoir de miracles dans la transformation des sociétés. Et pas plus que des organisations puissantes, nombreuses, ne peuvent, si elles sont sans cerveau, orienter les évolutions ou mettre à profit les secousses révolutionnaires, les cerveaux socialistes sans organisations enracinées dans les réalités n'ont prise sur les événements.

Si nous connaissons des mues sociétales importantes, fréquentes, et que ces bouleversements ou évolutions confirment la justesse d'un certain nombre de prévisions concernant le caractère transitoire du capitalisme, ses défauts et ses tares, nous constatons que toute transformation ne conduit pas nécessairement à une organisation plus socialiste de la société, c'est-à-dire à une meilleure et à une plus grande intervention des producteurs et des consommateurs, plus libres et plus égaux. Autrement dit, l'idée de progrès inéluctable, accéléré par les mouvements ouvriers, suivent des méthodes réformistes ou révolutionnaires, se révèle fautive à l'expérience. Mais nous continuons d'agir et de penser comme si n'importe quelle action dirigée contre le capitalisme contribue nécessairement à l'avènement d'une société socialiste, alors que c'est la structuration d'une volonté ouvrière qui compte. En ce sens, nous vivons sur hier, alors que demain se construit aujourd'hui.

L'idée d'un **mouvement ouvrier**, c'est-à-dire d'une action multiforme, permanente, pesant sur les transformations de la société, répondant pratiquement par

des solutions nouvelles de caractère libertaire à des problèmes que les systèmes capitalistes, d'Etat ou totalitaires résolvent mal, tend à disparaître.

Pas plus que les leçons de la révolution russe, celles de la guerre civile espagnole, ou des mouvements d'émancipation des peuples coloniaux, n'ont été tirées. Pas plus que la conception du progrès constant, celle de l'industrialisation bienfaisante n'a été examinée en tenant compte des phénomènes actuels. Enfin, les formules relatives aux organisations de masse et aux organisations militantes n'ont été vérifiées, assouplies, enrichies par un siècle d'apprentissage et d'essais, grands ou petits.

Nous répétons inlassablement, pour nous en nourrir et nous en soûler, des litanies qui d'ailleurs ne nous sont d'aucune utilité dans le combat réel. Comment s'étonner dès lors de la fragilité de nos groupements et de nos méthodes, sans cesse rebâtis sur de vieux modèles, seule technique permettant de rassembler les énergies disponibles et de bonne volonté quand le dernier échec montre l'absurdité des partis ou des procédés miraculeux, mais se dispersant à l'appel d'un nouveau parti ou d'un nouveau procédé tout aussi miraculeux ? Sans doute est-il ingrat de mener une lutte qui semble n'avoir de commune mesure avec l'ampleur et les nécessités du destin à forcer, mais la grandeur de cette lutte, si elle était comprise, écraserait les illusions toujours renaissantes de ceux qui voyaient en Mendès un nouveau Lénine, ou en Lecœur un chef ouvrier.

**

Il est possible qu'à la base de ces errements, il y ait une dangereuse confusion entre la démocratie d'opinion et la démocratie de fonction. Ce qui demeure de mouvement ouvrier révolutionnaire vit de paroles, de manifestes, d'ordres du jour et d'anniversaires ; la prise de position lui semble plus importante que l'intervention ; et trop fréquemment, la discussion ne débouche pas sur l'action. Une démocratie plus authentique serait celle qui ne fonctionnerait, au stade de la connaissance, de l'examen, de la recherche des solutions, que par rapport aux problèmes, et avec le souci constant d'utiliser le poids et la force du mouvement ouvrier comme un élément conscient et déterminant de la vie sociale. Et cela non seulement dans les assemblées où les talents oratoires l'emportent, mais là où naissent, se transforment et meurent les institutions économiques, sociales, culturelles.

Que l'on ne voie pas, dans cette tentative, une volonté de briser avec la tradition révolutionnaire. C'est tout au contraire un effort pour renouer avec la meilleure des traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier : user de la liberté non comme d'un principe à majuscule, mais comme d'une méthode.

Au printemps 1955, la conférence syndicaliste nationale de Puteaux avait déblayé le terrain et défini une technique de travail. C'était là un effort valable, tenté dans la bonne direction. Mais il ne peut prendre toute sa signification que si chaque militant continue dans le même sens, sans retour à ses nostalgies, ses refrains, ses évasions, s'il aborde de front les situations de fait et les problèmes où il peut intervenir.

Une union syndicaliste où l'on remâcherait ses affections ne serait rien d'autre qu'une excuse pour la retraite et une lettre de démission collective adressée au mouvement ouvrier. Une union syndicaliste où les anciens apporteraient leurs expériences et où les jeunes fourniraient la connaissance des situations nouvelles pourrait être l'organisation militante, à la fois consciente et audacieuse, qui fait défaut au mouvement ouvrier.

Louis MERCIER

Démarrage de l'Union des syndicalistes

La réunion du 27 septembre a été une bonne réunion. Ce n'est pas seulement façon de parler. Aucun de ceux qui y ont assisté n'en disconvient.

Elle a été bonne non seulement par le nombre et la qualité des interventions de camarades de différentes centrales syndicales, mais surtout par le fait qu'elle a été tendue vers la recherche d'objectifs immédiats, pratiques, et vers l'organisation.

A-t-elle réussi à se dégager clairement des premières brumes et à surmonter tous les grincements du démarrage ? Il serait excessif de l'affirmer. Mais nous ne nous attendions pas à cela et, même, nous ne souhaitions pas tant de facilité. Pourtant elle a démarré. Il faut maintenant qu'on s'en aperçoive le plus tôt possible dans la circulation syndicale.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de donner le détail de toutes les interventions des camarades. Mais celles de Laval et de Peyre qui ont, outre des responsabilités dans le mouvement syndical, une assez belle expérience de travail unitaire dans la Loire — ces deux interventions ont vraiment retenu l'attention et l'intérêt de l'assemblée et elle n'a pas manqué d'en faire son profit.

La discussion n'a certes pas négligé les principes, cependant elle s'est déroulée principalement autour des propositions pratiques faites par le rapporteur : constitution d'un cercle parisien de l'Union des syndicalistes ; projet d'édition d'une série de brochures, celle d'Hagnauer, préfacée par Monatte, sur l'« Actualité de la Charte d'Amiens » devant être la première de la série et nous permettre une déclaration de naissance.

Les brochures sont-elles encore aujourd'hui une forme efficace de propagande ? Les avis ont été partagés sur ce point. Il ne serait sans doute pas mauvais que les lecteurs de la « R. P. » nous disent ce qu'ils en pensent. En tout cas, les camarades de la Loire ne perdraient pas leur temps s'ils nous donnaient une monographie ouvrière de la Loire qui pourrait servir d'exemple. Ils vont y penser certainement et Thévenon en tête.

Passons tout de suite à l'essentiel, c'est-à-dire la constitution d'un Comité provisoire de l'« Union des syndicalistes de la Région parisienne » qui comprend les camarades suivants :

Laval (Métaux - F.O.) ; Le Bras (Métaux - Autonomes) ; Yvernel (Métaux - C.N.T.) ; Girault (Métaux - C.F.T.C.) ; Hervé (F.T.I. CAM) ; Hagnauer (F.E.N.) ; Charbit et Faucier (Fédération du Livre - C.G.T.) ; Malfati (Ameublement - C.N.T.) ; Mercier (Journalistes - F.O.) et Guilloré (à titre de secrétaire administratif).

L'assemblée a donné comme première tâche au Comité l'examen d'un projet de déclaration et la constitution de cercles industriels, celui de la métallurgie paraissant d'ores et déjà être en bonne voie.

La « R.P. » nous ouvre ses colonnes. Nous en userons sans excès, mais bien volontiers. Nous espérons pourtant qu'on entendra autrement parler de nous. Notre mouvement que nous prouverons en marchant peut résumer ainsi ses objectifs : servir la classe ouvrière dans toutes les circonstances, l'aider à se défendre elle-même et à se libérer elle-

même en s'opposant à tous ceux — classes, castes, partis, Etats — qui l'exploitent, la trompent, l'utilisent ou l'asservissent.

Réponses au questionnaire paru dans la R.P. de juillet :

Nous avons reçu une dizaine de réponses dont voici quelques extraits :

De MIDON (Maisons-Alfort) : *Je ne puis faire autrement que de vous confirmer mon accord total sur la nécessité de profiter de l'occasion que nous fournit l'histoire ouvrière et du regain que la minorité syndicaliste peut trouver dans la condamnation du plus scélérat des tyrans.*

De Louis BLOT (Tours) : *Je pense que la résolution du C.N.N.-F.O. constitue actuellement le document idéal pour des syndicalistes. L'Union syndicaliste peut, à mon sens, prendre ce texte comme point de départ. Il m'apparaît comme une erreur de conserver le texte de la Charte d'il y a cinquante ans.*

...Il est évident que si le mouvement syndical avait su conserver les Bourses du Travail, dans l'esprit de Pelloutier, il n'y aurait pas de problème. La constitution d'une Union syndicaliste sur cette base aiderait à rendre vivante les Unions locales, dans le sens que Ferdoussi écrivait dans la R.P. de décembre 1955.

...La R.P. peut et doit devenir l'organe de tous ceux qui croient à la possibilité d'un renouveau syndical dans une perspective révolutionnaire adaptée à notre époque.

De PADROS (Nice) : *...On ne donne toujours de la Charte d'Amiens — que ce soit par mauvaise foi ou ignorance — qu'une interprétation corporatiste plutôt que révolutionnaire, aussi bien quand on la combat que quand on la défend, parce qu'on ne la lie pas assez aux autres résolutions qui s'y rattachaient : les 8 heures, la lutte contre le travail aux pièces, la lutte contre le patron-Etat, contre le militarisme et le patriotisme, questions d'actualité à cinquante ans de distance.*

...La résolution présentée par les camarades Lapeyre et Sidro n'est pas suffisamment claire pour que je puisse l'accepter intégralement ; il faudrait qu'elle ne laisse aucun doute dans l'esprit des militants sur une éventuelle collaboration, soit avec le patronat, soit avec l'Etat.

A la quatrième question de notre questionnaire (Quelle forme d'organisation concevez-vous pour une « Union des syndicalistes » ? PADROS répond :

« Pour le moment, les Cercles syndicalistes locaux ; exemple : le Cercle Pelloutier de Lyon. Par un bon recrutement, l'on peut ensuite arriver à l'Union des syndicalistes sur le plan de l'entreprise et même de l'industrie. »

De FRANC (Loire) : *Il faut reprendre et élargir la conférence de Puteaux. Mais il faudrait aussi pour l'instant créer, partout où nous avons des militants, des comités locaux et départementaux. Ainsi se feraient à la fois l'organisation et la liaison, la centralisation et le fédéralisme. Les comités locaux pourraient, par la suite, se multiplier en devenant comités d'usines, mais ne pas être*

trop ambitieux au départ : comités locaux, comités départementaux, comité national, avec un bulletin de liaison rapide, court, efficace, traduisant les besoins et les études de la base, apportant les renseignements et les informations du sommet.

...Il faut surtout être actifs. Les gens sont fatigués de théorie.

...Que chacun de nos amis se mette au travail tout de suite. Si vous êtes d'accord, je pense pouvoir commencer à Lorette Grand-Croix, peut-être à Saint-Chamond. A Saint-Etienne, il y a tous les éléments pour le Comité départemental.

De DUPERRAY (Loire) :

...La R.P. est à juste titre retenue comme organe de discussion, organe propre, mais il faudrait que l'« Union des syndicalistes » soit dotée d'une presse ronéotypée plus souple, sans parution périodique fixe... Il faudrait également qu'elle utilise beaucoup nationalement les conférences de presse, les insertions de prise de position dans les journaux de grand public... C'est ce que nous faisons dans la Loire avec « La Tribune ».

Sur l'internationalisme :

« Il faut porter une grande attention aux circonstances qui font que la prise de position classique du prolétariat n'empêche pas une étude des concurrences impérialistes et suivant les cas, peut entraîner ou la neutralité, ou l'opposition, ou la prise de position momentanée du prolétariat pour un Etat contre un autre (comme dans l'anticolonialisme, par exemple) ».

...Il faut se méfier de la tendance à fuir l'unité d'action qui n'est qu'un corollaire de la tendance à l'inaction.

...Il me semble que le pluralisme syndical correspond mieux à l'actualité, quoiqu'il faille lutter évidemment pour en sortir. L'autonomie corporative me semble rapidement dangereuse. La période tonique semble dépassée pour l'enseignement...

...L'« Union des syndicalistes » doit devenir ce qu'aurait dû être une Bourse du Travail, prendre l'aspect d'une véritable municipalité syndicaliste, ouvrière et spontanée...

...Il y a un point sur lequel je voudrais insister, c'est la nécessité d'une première offensive contre la hiérarchie des salaires et l'esprit antisindicaliste de catégorie. Je crois qu'il est difficile d'attaquer le problème de front en commençant par l'affirmation de principe...

...Une des entreprises les plus immédiatement utiles selon moi de l'« Union des syndicalistes » serait l'établissement d'échelles indiciaires parallèles entre la fonction publique et les grandes corporations.

...Je vous demande en somme d'être « la brochure d'éducation syndicale » vivante (la vie ouvrière est quotidienne comme le pain...) ce qui n'exclut pas la véritable brochure d'éducation. Toutes celles éditées par la R.P. sont d'ailleurs remarquables et la dernière du Cercle Zimmerwald aussi.

De Roger MILLOT (S.N.I. Seine) : Je ne crois malheureusement ni possible, ni souhaitable, dans les conditions actuelles, une réunification du mouvement syndical. Je la crois impossible parce que l'histoire syndicale nous enseigne que, d'une part, l'unité politique (unité organique ou unité d'action) précède toujours l'unité syndicale et que, d'autre part, le fait syndical national est étroitement lié à la conjoncture syndicale internationale qui, trop souvent, s'identifie à la situation politique internationale. Je ne la crois pas souhaitable parce que les causes qui ont motivé la scission n'ont pas disparu, bien au contraire...

...Si l'unité de la F.E.N. et du S.N.I. nous a valu des succès, surtout de prestige, elle nous a conduit à éluder bien des problèmes, à limiter bien des

actions, à sacrifier bien des amitiés et à nous couper de la classe ouvrière.

...C'est en apprenant aux militants appartenant d'abord « à la frange » des différentes centrales à se connaître, à respecter les pensées des uns des autres, à s'estimer, enfin à se faire confiance que vous pourrez préparer utilement, mais préparer seulement, les voies de l'unité organique.

De THEVENON (Loire) : ...La lutte de classes, réalité, appelle une conscience de classe basée sur la réalité. C'est cette conscience de classe — conscience des formes réelles de l'exploitation ouvrière — qui manque. C'est celle-là qu'il faut créer pour enlever la classe ouvrière aux démagogues qui parlent en son nom...

...La Charte d'Amiens peut servir de base à tout effort de redressement du mouvement syndical. On peut la compléter, précisément par la façon dont, au stade du capitalisme de grandes unités et du glissement des activités primaires et secondaires vers les activités tertiaires, on doit comprendre l'action ouvrière...

...Les Cercles d'études devraient être d'abord par entreprise, puis locaux, régionaux, nationaux. Leurs rapports s'établiraient normalement. Qu'il en pousse d'abord, n'importe où...

Sur l'unité d'action : « En principe on ne peut collaborer avec les agents des destructeurs du mouvement ouvrier, mais, à la base, ces agents sont pour les ouvriers les plus ardents défenseurs de leurs intérêts, alors, pour des batailles à objectifs précis, on peut s'entendre provisoirement. Ensuite profiter de toutes les occasions pour montrer que le chemin de l'émancipation ne passe pas par Moscou (ni par Rome, ni par Washington évidemment, mais le danger n° 1 vient de Moscou). »

De YVERNEL (métallurgiste parisien). — Ce camarade répond au nom de l'Union syndicale de la T.R.T. (Télécommunications radioélectriques téléphoniques), usine importante du XX^e arrondissement de Paris (près de 1.000 ouvriers et employés) :

« Nous avons réuni depuis mai 1955 des militants C.F.T.C., F.O. et C.N.T., présentés aux candidats aux élections de délégués du personnel (1 délégué élu), tiré des tracts. Nous avons une certaine influence sur les travailleurs très étonnés de voir contrecarrer la C.G.T. »

...L'unité d'action, toujours profitable, ne peut se faire que sur des points précis, un but bien déterminé.

...Des questions à mettre à l'ordre du jour tout de suite : la lutte contre les heures supplémentaires, l'étude approfondie de l'automatisme...

De Pierre MONATTE : « Pour agir efficacement n'est-il pas nécessaire de mesurer les transformations qui se sont produites dans la structure capitaliste et dans l'Etat, non seulement les pays où l'Etat s'est hypertrophié et où il est devenu un monstre totalitaire, mais dans le nôtre où il a élargi grandement ses attributions ?

Ne croyez-vous pas utile de faire le point de la situation économique, industrie par industrie, au moyen de monographies étudiant les changements techniques intervenus, la disparition de certains métiers, la création de nouveaux et les modifications qu'on peut remarquer dans la psychologie ouvrière ? Le cas du Bâtiment, où terrassiers, maçons, charpentiers, si actifs hier, ont à peu près disparu, n'est certainement pas un cas isolé. Ces monographies devraient être écrites par des ouvriers de ces industries.

« Comment réagir contre le retour au travail à la tâche si vivement combattu hier, contre la course aux heures supplémentaires mettant en danger la diminution de la journée de travail ? Comment dégager les revendications essentielles adaptées à chaque industrie ? »

